Un collectif de pères divorcés se dit victime d'accusations d'abus sexuels mensongères

L'avocate mise en cause dénonce un lobbying

NOUVEL ÉPISODE de l'affrontement entre féministes et associations de pères autour des allégations d'abus sexuels sur enfants : « Les pères de Pontoise », collectif d'une vingtaine de pères divorcés, ont été reçus, mercredi 16 mai, par trois membres de l'ordre des avocats du Val-d'Oise, à Pontoise. Ces pères souhaitaient dénoncer les accusations d'abus sexuels dont ils disent avoir été victimes durant leur divorce. Ils se sont insurgés en particulier contre les pratiques d'une avocate du barreau du Val-d'Oise qui, selon eux, a représenté douze de leurs ex-femmes en justice et « *détient tous les records des dossiers de fausses allégations* », demandant au Conseil de l'ordre de la sanctionner pour complicité de dénominations calomnieuses.

Soutenus par la Fédération des mouvements de la condition paternelle, ces pères en colère avaient préalablement distribué un tract dans les casiers à courrier de tous les avocats du tribunal de grande instance de Pontoise, où cette pratique a provoqué un certain émoi. Seize des dix-huit pères mis en cause pour abus sexuels ont été innocentés par les tribunaux, soulignait le tract, et un dix-septième, « *mis en examen à sa demande, vient de se voir confier la garde de ses deux enfants* ». A la tête des « pères de Pontoise », Dominique Marion, plombier-chauffagiste de 45 ans, accusé d'attouchements sexuels sur sa fille de trois ans durant une procédure de divorce conflictuelle, et qui a finalement bénéficié d'un non-lieu, justifie la mise en cause nominative de l'avocate par les « *ravages qu'elle fait dans les familles* ».

« *Les mères, croit-il savoir, arrivent chez cette avocate en disant "Je ne veux plus voir ce type, je ne veux plus que les enfants le voient", et, au minimum, elle ne les dissuade pas de porter plainte pour abus sexuels... Même si l'avocate perd en justice, elle a en fait gagné puisque, après cinq ou sept ans de procédure, 70 % des pères innocentés ne voient plus leurs enfants* ». M^e Yves Darel, ancien bâtonnier du barreau du Val-d'Oise, qui a reçu mercredi 16 mai le Collectif,

de l'avocate. Mais aucune enquête déontologique n'est ouverte. « *Il est, dit-il, délicat de savoir qui de l'avocat ou du client a l'idée de la plainte. Par ailleurs, cette avocate est spécialiste des divorces sensibles et des victimes d'affaires de mœurs. Son risque d'erreurs est donc plus important. D'autant qu'on vit une période un peu excessive, où les mères sont tentées de recourir à ces arguments.* »

PROCÉDURES TROP LONGUES

L'avocate stigmatisée par les pères, M^e Sylviane Mercier, a déposé, le 23 mars, une plainte contre l'un des membres du Collectif pour « *menace envers l'avocat d'une partie en vue d'influencer son comportement dans l'exercice de ses fonctions* ». Elle ne reconnaît avoir été le conseil que de « *cinq ou six des mères en question* », affirme avoir également défendu des hommes victimes d'accusations et rappelle que « *l'avocat porte la parole des clients* » : « *Personne n'est infaillible au point de savoir qui détient la vérité. C'est à la justice de trancher.* » Incite-t-elle ses clientes à porter plainte pour abus sexuels sur les enfants ? « *Ce serait monstrueux quand on sait la lourdeur et le caractère traumatisant de ce genre d'affaires !* »

Pour cette ancienne présidente du Syndicat des avocats de France, qui milite dans une association d'aide aux femmes victimes de violences, le Collectif mène une opération de lobbying afin que ses confrères avocats refusent désormais ce type de dossiers. « *J'en récupère déjà beaucoup* », soupire-t-elle, avant de préciser que trois de ses clientes poursuivies par leurs ex-maris pour dénominations calomnieuses ont été relaxées. Et que les non-lieux obtenus par les pères ne sont « *pas forcément une preuve de leur innocence, mais plutôt la preuve que les investigations nécessaires n'ont pas été menées à temps par la justice* ». C'est d'ailleurs là le seul terrain d'accord entre pères et mères : les procédures judiciaires sont bien trop longues, et les expertises médicales et psychologiques largement trop tardives.

Pascale Krémer